

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER – LA CROIX VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

DELIBERATION N° 2024-03-06-50

OBJET : MISE EN PLACE D'UN EMPLOI DE VACATAIRE

L'an deux mille vingt-quatre, le 18 décembre à 8h30, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 11 décembre 2024 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres titulaires en exercice : 8

Membres présents : 7

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer
Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer

Membre excusé et représenté : 1

Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer

Secrétaire de séance : Robert DALMASSO

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer

Monsieur le Président expose que l'article 1^{er} du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé,
- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité ; le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent,
- la rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Monsieur le Président rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 1 vacataire pour assurer la mission suivante: optimisation de l'automatisation des postes de relevage, proposition de schéma d'armoire électrique de postes de relevage dans le cadre de leur renouvellement, tout travaux d'automatisation relatif au fonctionnement des postes de relevage et de la station d'épuration.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er},

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

Considérant la nécessité d'avoir recours à un vacataire pour intervenir sur la station d'épuration et les postes de relevage dans le cadre de la mission énoncée ci-dessus,

Il est ainsi proposé aux délégués syndicaux :

- D'autoriser Monsieur le Président à recruter un vacataire à compter du 1^{er} janvier 2025,
- De fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 25 euros brut.

Le Comité Syndical,

Oùï, l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter un vacataire à compter du 1^{er} janvier 2025.
- **FIXE** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 25 euros brut.
- **CHARGE** Monsieur le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME

A Cavalaire-sur-Mer, le

Transmis à la Sous-Préfecture le 20 DEC. 2024

Le Président,

Philippe LEBLANC
Maire de Cavalaire-sur-Mer